

Turquie : le crépuscule d'un modèle ?

La voie de "l'islam modéré" en question(s)



Par Jean-François
Fiorina

Directeur adjoint
de Grenoble Ecole
de Management
Directeur de l'ESC
Grenoble

Héritière directe de l'Empire ottoman, issue du choc brutal provoqué par la Première Guerre mondiale et ses conséquences, la Turquie occupe une place singulière dans le monde musulman. Après avoir incarné l'archétype du pays laïc tourné vers l'Occident, elle s'est présentée aux républiques d'Asie centrale, à la chute de l'Union soviétique (1991), comme l'exemple d'une transition démocratique aboutie. Au tournant des années 2000, elle symbolise encore le mariage réussi de l'économie de marché, du pluralisme et de l'Islam. Havre de paix au Proche-Orient, membre de l'OTAN, candidate à l'UE, la patrie d'Atatürk faisait ainsi figure d'antidote au nihilisme djihadiste. Or, la Turquie aujourd'hui vacille. Les manifestations du Printemps 2013, les scandales à répétition, les affres d'une politique étrangère embourbée en Syrie et l'effondrement de sa monnaie ont rompu le sortilège d'un pays qui prétendait s'ériger en modèle de l'Oumma, du Maroc à l'Indonésie. Un point de situation s'impose aux lendemains du voyage du président de la République dans ce pays "compliqué".

La compréhension de la situation actuelle nécessite un rapide retour en arrière. En 1923, Mustafa Kemal (1881-1938) jette, sur les décombres fumants de la théocratie ottomane, les fondations d'un Etat-nation moderne et unitaire. Moderniser la nation veut dire non seulement la doter de nouveaux outils de développement économique et social, mais aussi régénérer les Turcs en les affranchissant de mœurs assimilées à un passé révolu. À travers la laïcité, il s'agit de leur donner la conscience d'appartenir à une humanité nouvelle. Face à ce système qui conjugue autoritarisme, autarcie et sécularisme, les partis islamistes objecteront une revendication de liberté à la fois politique, économique et de conscience.

Le soleil couchant de l'Islam modéré...

En 2002, l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement (AKP) sanctionne l'émergence d'une nouvelle élite pieuse, en marge d'un kémalisme essoufflé. La religion encourage l'initiative: elle diminue le besoin de planifier parce qu'elle fait confiance à l'avenir. Elle réduit le rôle de l'État au profit de la société civile parce qu'elle n'attribue pas de caractère "sacré" au pouvoir public. Forte de cette nouvelle approche, en une décennie, la Turquie triple sa richesse nationale et se hisse au 15^e rang des économies mondiales. Sur le plan politique, elle rompt avec les immiscions permanentes de l'armée. Ouverte au multiculturalisme, l'AKP bat en brèche la maxime kémaliste: *Ne mutlu Türküm diyene* ("heureux celui qui peut se dire turc"), notamment au profit d'un dialogue avec les Kurdes.

Face au système kémaliste,
les partis islamistes
défendent une revendication
de liberté à la fois politique,
économique et de
conscience.

Après une nouvelle victoire électorale (2011), l'AKP entend monopoliser l'État et accentue la promotion de l'Islam sunnite, censé coaguler des groupes aux aspirations antagonistes (Turcs et Kurdes, urbains et ruraux, habitants des bidonvilles et bourgeoisie islamique).

Entre 2007 et 2010, les rapports turco-syriens sont à leur apogée. Ils ne résistent pas au choix par Ankara de soutenir la rébellion sunnite. Tandis qu'en Égypte, la chute de Morsi porte un coup fatal au projet de démocratie islamique, et par ricochet à son commanditaire turc...

Toutefois, après une nouvelle victoire électorale (2011), la ligne du Premier Ministre Erdogan se raidit. Le mandat populaire, synonyme de volonté générale, lui donne l'impression de pouvoir monopoliser l'État. Sa réponse aux manifestants de la place Taksim, en 2013, est symptomatique: "*Une mosquée sera construite sur la place Taksim. Je n'ai pas besoin de la permission du principal parti d'opposition et de quelques pillards. Nous avons la légitimité de ceux qui ont voté pour nous dans l'urne*". Elle indique aussi la volonté de promouvoir l'Islam sunnite (75 % des Turcs) comme ciment d'un pays qui reste fragmenté. La religion doit être en mesure de coaguler, autour d'une même ligne d'horizon, des groupes aux aspirations antagonistes (Turcs et Kurdes, urbains et ruraux, habitants des bidonvilles et bourgeoisie islamique...). Ainsi, l'AKP envisage de construire 600 nouvelles mosquées cette année, dont l'une à Istanbul, dotée du plus haut minaret de la planète, reprise d'une course symbolique vers la hauteur des bâtiments religieux qui n'est pas sans rappeler les temps du Califat.

Paradoxalement, la seule force capable de gêner l'ascension d'Erdogan se trouve dans son propre camp. "*Plus qu'un parti, l'AKP est un parapent derrière lequel s'avancent les confréries religieuses*", explique Tancred Jossier, spécialiste de la Turquie et chercheur à l'Institut de Stratégie Comparée (ISC). Car si les deux grandes confréries turques, les *nakshidendis* (liés à Erdogan) et celle de *Fethullah Gülen*, se sont alliées pour renverser l'establishment kémaliste, les rivalités ont ressurgi dès l'objectif atteint. Ayant construit un puissant réseau éducatif, la confrérie Gülen voit son influence irriguer toutes les strates de la société. À travers ses journaux, fondations, écoles et autres cercles patronaux, elle s'emploie à forger une nouvelle élite. Inquiet de l'entrisme du mouvement Gülen au sein des corps constitués, Erdogan a déclenché une purge dans la police, la justice et l'éducation. Furieux, les gülenistes ont riposté en divulguant des dossiers sensibles sur l'entourage du Premier Ministre. C'est à ce bras de fer que nous assistons aujourd'hui.

De la politique "zéro problème" à "zéro voisin sans problèmes"

L'aura du modèle turc est un temps renforcé par les succès remportés sur la scène internationale. Ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu est le grand théoricien du néo-ottomanisme. Loin de tout passéisme, cette politique entend renouer avec un héritage impérial auparavant dénigré. L'appel aux six siècles de grandeur ottomane et l'évocation de la fraternité d'arme islamique annoncent une modernité respectueuse du passé, où les peuples musulmans seraient acteurs de leur destinée. À l'image des pays émergents, la Turquie, puissance ascendante, souhaite défendre ses intérêts propres dans une approche multipolaire.

Au Moyen-Orient, la politique dite "*zéro problème*" s'est concrétisée à travers la capacité de la Turquie à améliorer ses relations avec son voisinage immédiat, et à jouer les bons offices entre tous les belligérants des conflits qui ensanglantent la région. En Irak, elle laisse ainsi la porte ouverte à un Kurdistan irakien *de facto* indépendant, tout en rassurant les autorités centrales de Bagdad. Après des décennies de méfiance réciproque, les relations turco-iraniennes connaissent également une spectaculaire embellie. Pierre angulaire de cette politique, le rapprochement avec Damas signe la grande réussite de Davutoglu. Entre 2007 et 2010, les rapports turco-syriens sont à leur apogée. Côté turc, l'amélioration des relations bilatérales permet à Ankara d'en finir avec son image de "*fourrier de l'Occident*" et, du même coup, de rendre plus crédibles ses diatribes contre l'État hébreu. Mais la crise syrienne prend de cours la diplomatie turque. Après quelques hésitations, Ankara, estimant la chute du régime acquis, tranche en faveur de la rébellion et affiche un "*devoir de solidarité*" entre islamistes sunnites. En quelques mois, tous les gains diplomatiques des années précédentes sont perdus. Ses voisins iraniens et irakiens, effrayés de voir la Turquie jouer la carte confessionnelle, prennent leur distance. En Égypte, la chute du Président Morsi porte un coup fatal au projet de démocratie islamique, et par ricochet à son commanditaire turc. La Turquie ne dispose désormais plus d'ambassadeurs en Égypte, en Syrie ou en Israël. "*Englué dans ses contradictions, le grand dessein d'Ahmet Davutoglu s'est fracassé sur la crise syrienne. Cruel dilemme, Ankara a dû trancher entre la diplomatie du bon voisinage et la fidélité à ses alliés traditionnels*". Dès

lors, brisant le vernis de multipolarité qu'avait patiemment construit Davutoglu, la Turquie s'est retrouvée rejetée dans le camp occidental à la tête d'un bloc sunnite (Arabie saoudite-Qatar) croisant le fer avec un axe chiite (Syrie-Irak, Iran) soutenu par les puissances émergentes (Chine-Russie)", analyse encore Tancredi Jossieran.

L'émergence aux pieds d'argile

Depuis l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE en 2005, seul un chapitre - sur les 35 que compte l'acquis communautaire - a été refermé. En réalité, une fois définitivement libérée de la tutelle militaire grâce aux directives de Bruxelles, l'ardeur réformiste de l'AKP s'est émoussée. Issus d'une mouvance eurosceptique, les islamistes turcs sont en réalité hostiles à une intégration trop poussée. Encore traumatisée par l'expérience du régime des capitulations, la Turquie ne souhaite pas sacrifier une indépendance acquise de haute lutte à une trop forte dépendance à l'égard du Vieux Continent. L'AKP penche ainsi davantage en faveur d'une Europe conçue comme une vaste zone de libre-échange, sur le modèle anglo-saxon. Signe fort, les observateurs de l'AKP au Parlement européen siègent dorénavant aux côtés des députés conservateurs britanniques... Cette volonté de ne jamais rien céder sans contreparties éclaire l'accord de réadmission des migrants clandestins, paraphé en décembre 2013 entre Ankara et la Commission Européenne. En échange du renvoi des personnes ayant illégalement transité sur son territoire, la Turquie a en effet obtenu la possibilité pour ses ressortissants de circuler bientôt sans visa dans l'espace Schengen.

Cette timide avancée vient contrebalancer un contexte économique morose. Si les prévisions de croissance atteignent 4 % pour 2014, elles masquent mal la fragilité de l'économie nationale, qu'atteste la chute continue d'une monnaie notoirement surévaluée. L'expansion record enregistrée depuis une décennie n'est pas sans rappeler les bulles éphémères de prospérité des pays d'Amérique latine, suivies par de brutales phases de récession - comme en Argentine au début des années 2000. Conséquence de l'augmentation du niveau de vie, la balance commerciale s'est creusée. Le pays est devenu importateur net de produits alimentaires, tandis que les exportations marquent le pas. L'évolution incertaine des "Printemps arabes" a compromis les progrès effectués en direction du Moyen-Orient, tandis que la dépendance commerciale à l'égard de l'Europe reste forte, rendant la Turquie tributaire de marchés en plein marasme. À la différence d'autres pays émergents comme le Brésil et la Russie, la Turquie ne dispose pas de ressources naturelles ou du capital humain susceptibles de rivaliser avec les pays d'Asie du Sud-Est.

La crise actuelle que traverse le pays sape ainsi les trois grands piliers de son modèle : économie, démocratie, politique étrangère. Mais l'AKP sait faire preuve d'une grande résilience. L'armée, décapitée, est tétanisée. L'opposition laïque, démonétisée, se confond avec des élites discréditées. Et le mouvement Gülen, malgré ses dénégations, masque mal sa nature subversive. *A contrario*, Recep Tayyip Erdogan sait qu'il continue de jouir de la confiance du petit peuple, qui le considère comme l'un des siens. Comme eux, il vient des faubourgs. Il a connu la misère, les humiliations et les avanies mais a toujours su triompher des obstacles. L'avenir nous dira si cette histoire personnelle est suffisante pour sortir le pays de l'ornière. ■

Pour aller plus loin : "*La politique extérieure de la Turquie à l'épreuve de la crise syrienne*", par Didier Billion et Salomé Lamolinerie, IRIS, 01/2014 ; "*Turquie-Syrie : un siècle d'incompréhension ?*", par Tancredi Jossieran, revue *Stratégique* n° 103, 2013 ; "*Ankara's economic miracle collapses*", par David P. Goldman, in *Middle East Quartely*, Hiver 2012.

EXTRAIT :

Sur l'islam turc : "*La priorité affichée par les néo-islamistes n'est pas l'application de la Charia mais l'amélioration concrète des conditions de vie de la population. Si les Turcs ne sont pas dupes de l'affairisme ou du népotisme gouvernemental, ils sont reconnaissant à l'AKP d'avoir préféré l'homme concret à l'homme abstrait.*" (Tancredi Jossieran, "Où en est la situation en Turquie", in *Les clés du Moyen-Orient*, 10/07/2013)

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur <http://notes-geopolitiques.com>